

## IV. — LE PRODUIT NET.

Nous nommons produit net (*surplus produce*) la partie du produit qui représente la plus-value. De même que le taux de celle-ci se détermine par son rapport, non avec la somme totale, mais avec la partie variable du capital, de même le montant du produit net est déterminé par son rapport, non avec la somme restante, mais avec la partie du produit qui représente le travail nécessaire. De même que la production d'une plus-value est le but déterminant de la production capitaliste, de même le degré d'élevation de la richesse se mesure, non d'après la grandeur absolue du produit brut, mais d'après la valeur relative du produit net<sup>1</sup>.

La somme du travail nécessaire et du surtravail, des parties de temps dans lesquelles l'ouvrier produit l'équivalent de sa force de travail et la plus-value, cette somme forme la grandeur absolue de son temps de travail, c'est-à-dire la journée de travail (*working day*).

1. « Pour un individu qui possède un capital de 20,000 l. st. et dont les profits se montent annuellement à 2,000 l. st., ce serait chose absolument indifférente si son capital occupait 100 ou 1,000 ouvriers et si les marchandises produites se vendaient à 10,000 ou à 20,000 l. st., pourvu que dans tous les cas ses profits ne tombassent pas au-dessous de 2,000 l. st. Est-ce qu'il n'en est pas de même de l'intérêt réel d'une nation ? En supposant que ses revenus nets, ses rentes et ses profits restent les mêmes, il n'y a pas la moindre importance à ce que la nation se compose de 10 ou 12 millions d'habitants. » (Ricardo, l. c., p. 416.) Longtemps avant Ricardo, un fanatique du produit net, Arthur Young, écrivain aussi prolifique et bavard que dépourvu de jugement, dont la renommée est en raison inverse de son mérite, disait entre autres : « De quelle utilité serait dans un pays moderne une province entière dont le sol serait cultivé, selon l'ancien mode romain, par de petits paysans indépendants, l'air-il même le mieux cultivé possible ? A quoi cela aboutirait-il, sinon uniquement à élever des hommes (*the mere purpose of breeding men*) ce qui en soi n'a pas le moindre but (*is a most useless purpose*) ? » (Arthur Young : *Political arithmetic*, etc. London, 1774, p. 47) — Hopkins fait cette remarque fort juste : Il est étrange que l'on soit « si fortement enclin... à représenter le produit net (*net wealth*) comme avantageux pour la classe ouvrière, parce qu'il permet de la faire travailler. Il est pourtant bien évident que, s'il a ce pouvoir, ce n'est point parce qu'il est net. » (Thomas Hopkins : *On Rent of Land*, etc. London, 1828, p. 126.)

## CHAPITRE X

## LA JOURNÉE DE TRAVAIL

## I. — LIMITE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL.

Nous sommes partis de la supposition que la force de travail est achetée et vendue à sa valeur. Cette valeur, comme celle de toute autre marchandise, est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production. Si donc la production des moyens de subsistance journaliers, tels qu'il les faut en moyenne pour le travailleur, coûte six heures, il doit travailler en moyenne six heures par jour pour produire journalièrement sa force de travail, ou pour reproduire la valeur qu'il a obtenue en la vendant. La partie nécessaire de sa journée comprend alors six heures ; toutes circonstances restant égales, c'est une grandeur donnée. Mais il ne s'ensuit pas que la grandeur de la journée elle-même soit donnée.

Admettons que la ligne  $a$ — $b$  représente la durée ou la longueur du temps de travail nécessaire, soit six heures. Suivant que le travail sera prolongé au delà de  $ab$  de une, de trois ou de six heures, nous obtiendrons trois lignes différentes :

Journée de travail I  $a$ — $b$ — $c$  Journée de travail II  $a$ — $b$ — $c$

Journée de travail III  $a$ — $b$ — $c$

qui représentent trois journées de travail différentes de sept, de neuf et de douze heures. La ligne de prolongation  $bc$  représente la longueur du travail extra. Puisque la journée de travail =  $ab + bc$ , ou bien est  $ac$ , elle varie avec la grandeur variable de  $bc$ . Puisque  $ab$  nous est donné, le rapport de  $bc$  à  $ab$  peut toujours être mesuré. Ce rapport s'élève, dans la journée de travail I, à  $1/6$  ; dans la journée de travail II, à  $3/6$ , et dans la journée de travail III, à  $6/6$  de  $ab$ . Enfin, puisque la proportion

temps de travail extra  
temps de travail nécessaire

détermine le taux de la plus-value, ce taux est donné par le rapport ci-dessus. Il est respectivement, dans les trois différentes journées de travail, de  $16\frac{2}{3}$ , de 50 et de 100 %. Mais le taux

de la plus-value seul ne nous donnerait point réciproquement la grandeur de la journée de travail. S'il était, par exemple, de 100 %, la journée de travail pourrait être de son côté de huit, de dix, de douze heures, et ainsi de suite. Il indiquerait que les deux parties constitutives de la journée : travail nécessaire et surtravail, sont de grandeur égale ; mais il n'indiquerait pas la grandeur de chacune de ces parties.

La journée de travail n'est donc pas une grandeur constante, mais une grandeur variable. Une de ses parties est bien déterminée par le temps de travail qu'exige la reproduction continue de l'ouvrier lui-même ; mais sa grandeur totale varie suivant la longueur ou la durée de surtravail. La journée de travail est donc déterminable, mais, par elle-même, elle est indéterminée<sup>1</sup>.

Bien que la journée de travail ne soit rien de fixe, elle ne peut néanmoins varier que dans certaines limites. Sa limite minimum, cependant, ne peut être déterminée. Assurément, si nous posons la ligne de prolongation *bc*, ou le surtravail = 0, nous obtenons ainsi une limite minimum, c'est-à-dire la partie de la journée pendant laquelle l'ouvrier doit nécessairement travailler pour sa propre conservation. Mais le mode de production capitaliste une fois donné, le travail nécessaire ne peut jamais former qu'une partie de la journée de travail, et cette journée elle-même ne peut, par conséquent, être réduite à ce minimum. Par contre, la journée de travail possède une limite maximum. Elle ne peut être prolongée au delà d'un certain point. Cette limite maximum est doublement déterminée, et d'abord par les bornes physiques de la force de travail. Un homme ne peut dépenser pendant le jour naturel de vingt-quatre heures qu'un certain *quantum* de sa force vitale. C'est ainsi qu'un cheval ne peut, en moyenne, travailler que huit heures par jour. Pendant une partie du jour, la force doit se reposer, dormir ; pendant une autre partie, l'homme a des besoins physiques à satisfaire : il lui faut se nourrir, se vêtir, etc. Cette limitation purement physique n'est pas la seule. La prolongation de la journée de travail ren-contre des limites morales. Il faut au travailleur du temps pour satisfaire ses besoins intellectuels et sociaux, dont le nombre et la caractéristique dépendent de l'état général de la civilisation. Les variations de la journée de travail ne dépassent donc pas le cercle formé par ces limites qu'imposent la nature et la société. Mais ces limites sont par elles-mêmes très élastiques et laissent la plus grande latitude. Aussi trouvons-nous des journées de travail de dix, douze, quatorze, seize, dix-huit heures, c'est-à-dire avec les plus diverses longueurs.

Le capitaliste a acheté la force de travail à sa valeur journalière. Il a donc acquis le droit de faire travailler pendant tout un jour

1. « Travail d'un jour, c'est très vague ; ça peut être long ou court. » (*An Essay on Trade and Commerce, containing Observations on Rates*, etc. London, 1770, p. 73.)

le travailleur à son service. Mais qu'est-ce qu'un jour de travail ? Dans tous les cas, il est moindre qu'un jour naturel. De combien ? Le capitaliste a sa propre manière de voir sur cette *ultima Thulé*, la limite nécessaire de la journée de travail. En tant que capitaliste, il n'est que capital personnelisé ; son âme et l'âme du capital ne font qu'un. Or, le capital n'a qu'un penchant naturel, qu'un mobile unique : il tend à s'accroître, à créer une plus-value, à absorber, au moyen de sa partie constante, les moyens de production, la plus grande masse possible de travail extra<sup>2</sup>. Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en sucant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allégre qu'il en pompe davantage. Le temps pendant lequel l'ouvrier travaille, est le temps pendant lequel le capitaliste consomme la force de travail qu'il lui a achetée<sup>3</sup>. Si le salarié consomme pour lui-même le temps qu'il a de disponible, il vole le capitaliste<sup>4</sup>.

Le capitaliste en appelle donc à la loi de l'échange des marchandises. Il cherche, lui, comme tout autre acheteur, à tirer de la valeur d'usage de sa marchandise le plus grand parti possible. Mais, tout à coup, s'élève la voix du travailleur, qui jusque-là était comme perdue dans le tourbillon de la production :

La marchandise que je t'ai vendue se distingue de la tourbe des autres marchandises, parce que son usage crée de la valeur, et une valeur plus grande qu'elle coûte elle-même. C'est pour cela que tu l'as achetée. Ce qui pour toi semble accroissement de capital est pour moi excédent de travail. Toi et moi, nous ne connaissons sur le marché qu'une loi, celle de l'échange des marchandises. La consommation de la marchandise appartient non au vendeur qui l'a achetée, mais à l'acheteur qui l'a acheté. L'usage de ma force de travail t'appartient donc. Mais par le prix quotidien de sa vente, je dois chaque jour pouvoir la reproduire et la vendre de nouveau. Abstraction faite de l'âge et d'autres causes naturelles de dépré-

1. Cette question est infiniment plus importante que la célèbre question de sir Robert Peel à la Chambre de Commerce de Birmingham : « *Qu'est-ce qu'une livre sterling ?* » question qui ne pouvait être posée, que parce que Robert Peel n'en savait pas plus sur la nature de la monnaie que les *little shilling men*, auxquels il s'adressait.

2. Peut-être hommes à shilling. (N. R.)

3. Thulé, nom donné par les Romains à une île de l'Europe septentrionale, probablement une des Shetlands, considérée comme la limite du monde. (N. R.)

4. C'est la tâche du capitaliste d'obtenir du capital dépensé la plus forte somme de travail possible. (J. G. COURCELLE-SENEVILLE : *Traité théorique et pratique des entreprises industrielles*, ...<sup>2e</sup> éd. Paris, 1857, p. 63.)

5. « Une heure de travail perdue par jour porte une immense préjudice à un État commercial. » — « Il se fait une consommation de luxe extraordinaire parmi les pauvres travailleurs du royaume et particulièrement dans la population manufacturière : elle consiste dans la consommation de leur temps, consommation la plus fatale de toutes. » (*An Essay on Trade and Commerce*, etc., p. 47 et 153.)

6. Si le manouvrier libre « prend un instant de repos... l'économie sociale qui le suit des yeux avec inquiétude... prétend qu'il la vole ». (N. LINCOLN : *Théorie des lois civiles*, etc. Londres, 1767, t. II, p. 466.)

sement, je dois être aussi vigoureux et dispos demain qu'aujourd'hui pour reprendre mon travail avec la même force. Tu me prêches constamment l'évangile de l'« épargne », de l'« abstinence » et de l'« économie ». Fort bien ! Je veux, en administrateur sage et intelligent économiser mon unique fortune, ma force de travail, et m'abstenir de toute folle prodigalité. Je veux chaque jour n'en mettre en mouvement, n'en convertir en travail, en un mot n'en dépenser que juste ce qui sera compatible avec sa durée normale et son développement régulier. Par une prolongation outre mesure de la journée de travail, tu peux en un seul jour mobiliser une plus grande quantité de ma force que j'en puis remplacer en trois. Ce que tu gagnes en travail je le perds en substance. Or, l'emploi de ma force et sa spoliation sont deux choses entièrement différentes. Si la période ordinaire de la vie d'un ouvrier, étant donnée une moyenne raisonnable de travail, est de trente ans, la valeur moyenne de ma force que tu me payes par jour, forme  $\frac{365 \times 30}{1}$  ou  $\frac{10.950}{1}$  de sa valeur totale. La consommes-tu dans dix ans, eh bien ! tu ne payes, dans ce cas, chaque jour, que  $\frac{10.950}{1}$  au lieu de  $\frac{3.650}{1}$  de sa valeur entière, c'est-à-dire tu ne me payes que  $\frac{1}{3}$  de sa valeur journalière, tu me voles donc chaque jour  $\frac{2}{3}$  de ma marchandise. Tu payes une force de travail d'un jour quand tu en uses une de trois. Tu violes notre contrat et la loi des échanges. Je demande donc une journée de travail de durée normale, et je la demande sans faire appel à ton cœur, car, dans les affaires, il n'y a pas de place pour le sentiment. Tu peux être un bourgeois modéré, peut-être membre de la société protectrice des animaux, et, par-dessus le marché, en odeur de sainteté ; peu importe. La chose que tu représentes vis-à-vis de moi n'a rien dans la poitrine ; ce qui semble y palpiter, ce sont les battements de mon propre cœur. J'exige la journée de travail normal, parce que je veux la valeur de ma marchandise, comme tout autre vendeur<sup>1</sup>.

Comme on le voit, à part des limites tout élastiques, la nature même de l'échange des marchandises n'impose aucune limitation à la journée de travail et au travail extra. Le capitaliste soutient son droit comme acheteur, quand il cherche à prolonger cette journée aussi longtemps que possible et à faire deux jours d'un. D'autre part, la nature spéciale de la marchandise vendue exige que sa consommation par l'acheteur ne soit pas illimitée, et le tra-

1. Pendant la grande grève\* des ouvriers en bâtiment à Londres, 1860-61, pour la réduction de la journée de travail à neuf heures, leur comité publia un manifeste qui contenait à peu de choses près le plaidoyer de notre travailleur. Il y est fait allusion, non sans ironie, à ce que Sir M. Peto, le maître entrepreneur le plus après au gain, devenu depuis célèbre par sa gigantesque banqueroute, était en odeur de sainteté. \* Nous avons remplacé ici par le mot « grève » le mot « agitation » employé par Roy. (N. R.)

vailleux soutient son droit comme vendeur quand il veut restreindre la journée de travail à une durée normalement déterminée. Il y a donc ici une antinomie, droit contre droit, tous deux portant le sceau de la loi qui règle l'échange des marchandises. Entre deux droits égaux, qui décide ? La force. Voilà pourquoi la réglementation de la journée de travail se présente dans l'histoire de la production capitaliste comme une lutte séculaire pour les limites de la journée de travail, lutte entre le capitaliste, c'est-à-dire la classe capitaliste, et le travailleur, c'est-à-dire la classe ouvrière.

## II. — LE CAPITAL AFFAMÉ DE SURTRAVAIL. BOYARD ET FABRICANT.

Le capital n'a point inventé le surtravail. Partout où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, est forcé d'ajouter au temps de travail nécessaire à son propre entretien un surplus destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production<sup>1</sup>. Que ce propriétaire soit *καλὸς κτράβος*<sup>2</sup> athénien, théocrate étrusque, citoyen romain, baron normand, maître d'esclaves américain, boyard valaque, seigneur foncier ou capitaliste moderne, peu importe ! Avant d'aller plus loin, constatons d'abord un fait. Quand la forme d'une société est telle, au point de vue économique, que ce n'est point la valeur d'échange mais la valeur d'usage qui y prédomine, le surtravail est plus ou moins circonscrit par le cercle de besoins déterminés ; mais le caractère de la production elle-même n'en fait point naître un appétit dévorant. Quand il s'agit d'obtenir la valeur d'échange sous sa forme spécifique, par la production de l'or et de l'argent, nous trouvons, déjà dans l'antiquité, le travail le plus excessif et le plus effroyable. Travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive devient alors la loi. Qu'on lise seulement à ce sujet Diodore de Sicile<sup>3</sup>. Cependant dans le monde antique ce sont là des exceptions.

1. « Ceux qui travaillent... nourrissent en réalité tout à la fois et les...pensionnaires qu'on appelle les riches..., et eux-mêmes. » (Edmund Burke : *Thoughts and Details on Scarcity*, London, 1800, p. 2, 3.)

2. Noble. (N. R.)

3. Niebuhr, dans son *Histoire romaine*\*, laisse échapper cette naïve remarque : « On ne peut se dissimuler que des ouvrages, comme ceux des Etrusques, dont les ruines nous étonnent encore aujourd'hui, supposent dans les petits Etats des serigneurs et des serfs. » Sismondi est bien plus dans le vrai quand il dit que les « denrées de

Bruxelles » supposent des capitalistes et des salariés. \* 5e éd., 1853, p. 74. (N. R.)

4. « Il est impossible de voir ces malheureux dans les mines d'or situées entre l'Égypte, l'Éthiopie et l'Arabie qui ne peuvent pas même entretenir la propriété de leur corps, ni couvrir leur nudité, sans être forcés de s'agitoyer sur leur lamentable destin. Là point d'égards ni de pitié pour les malades, les estropiés, les vieillards, ni même pour la faiblesse des femmes. Tous, forcés par les coups, doivent travailler et travailler encore jusqu'à ce que la mort mette un terme à leur misère et à leurs tourments. » (Dion. Sic. : *Bibliothèque. Historique*, liv. III, ch. xiii \*)

\* Page 260. (N. R.)

Mais MM. Sanderson ont autre chose à faire qu'à fabriquer de l'acier. La fabrication de l'acier est un simple prétexte pour la fabrication de la plus-value. Les fourneaux de forge, les laminoirs, etc., les constructions, les machines, le fer, le charbon ont autre chose à faire qu'à se transformer en acier. Ils sont là pour absorber du travail extra, et ils en absorbent naturellement plus en vingt-quatre heures qu'en douze. De par Dieu et de par le Droit ils donnent à tous les Sandersons une hypothèque de vingt-quatre heures pleines par jour sur le temps de travail d'un certain nombre de bras, et perdent leur caractère de capital, c'est-à-dire sont pure perte pour les Sandersons, dès que leur fonction d'absorber du travail est interrompue.

Mais alors il y aurait la perte de machines si coûteuses qui chômeraient la moitié du temps, et pour une masse de produits, telle que nous sommes capables de la livrer avec le présent système, il nous faudrait doubler nos bâtiments et nos machines, ce qui doublerait la dépense.

Mais pourquoi, précisément, ces Sandersons jouiraient-ils du privilège de l'exploitation du travail de nuit, de préférence à d'autres capitalistes qui ne font travailler que le jour et dont les machines, les bâtiments, les matières premières chôment par conséquent la nuit ?

C'est vrai, répond E. F. Sanderson au nom de tous les Sandersons, c'est très vrai. La perte causée par le chômage des machines atteint toutes les manufactures où l'on ne travaille que le jour. Mais l'usage des fourneaux de forge causerait dans notre cas une perte extra. Si on les entretenait en marche, il se dilapiderait du matériel combustible (tandis qu'on maintenant c'est le matériel vital des travailleurs qui est dilapidé) si on arrêtait leur marche, cela occasionnerait une perte de temps pour rallumer le feu et obtenir le degré de chaleur nécessaire (tandis que la perte du temps de sommeil subie même par des enfants de 8 ans est gain de temps de travail pour la tribu des Sandersons) ; enfin, les fourneaux eux-mêmes auraient à souffrir des variations de température (tandis que ces mêmes fourneaux ne souffrent aucunement des variations du travail).

1 L. c. *Fourth Report*, etc., 1865, p. xvii et 85. Les scrupules semblables des tendres fabricants verriers d'après lesquels « les repas réguliers des enfants sont impossibles, parce qu'un certain quantum de chaleur rayonnante pendant ce temps par les fourneaux serait une pure perte pour eux », ne produisent aucun effet sur le commissaire d'enquête, M. White. « L'abstinence ou l'abnégation » ou l'« économie » avec laquelle les capitalistes dépensent leur argent et la « prodigalité » digne d'un Temerien avec laquelle ils gaspillent la vie des autres hommes, ne l'émouvent pas comme elles ont ému M. W. Ure, Senior, etc., et leurs plats plagiaires allemands, tels que Roebner et Cie. Aussi lui répond-il : « Il est possible qu'un peu plus de chaleur soit perdu par suite de l'établissement de repas réguliers ; mais, même estimée en argent, cette perte n'est rien en comparaison de la dilapidation de force vitale (*the waste of animal power*) causée dans le royaume par ce fait que les enfants en voie de croissance, employés dans les verreries, ne trouvent aucun moment de repos pour prendre à l'aise leur nourriture et la digérer. » (L. c., p. xlv.) Et cela dans l'année de progrès 1865 ! Sans parler de la dépense

V. — LA LUTTE POUR LA JOURNÉE DE TRAVAIL NORMALE. — LES LOIS COERCITIVES POUR LA PROLONGATION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL DEPUIS LE MILIEU DU XIV<sup>e</sup> JUSQU'À LA FIN DU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE.

Qu'est-ce qu'une journée de travail ? Quelle est la durée du temps pendant lequel le capital a le droit de consommer la force de travail dont il achète la valeur pour un jour ? Jusqu'à quel point la journée peut-elle être prolongée au delà du travail nécessaire à la reproduction de cette force ? A toutes ces questions, comme on a pu le voir, le capital répond : La journée de travail comprend vingt-quatre heures pleines, déduction faite de quelques heures de repos sans lesquelles la force de travail refuse absolument de reprendre son service. Il est évident par soi-même que le travailleur n'est rien autre chose sa vie durant que force de travail, et qu'en conséquence tout son temps disponible est, de droit et naturellement, temps de travail appartenant au capital et à la capitalisation. Du temps pour l'éducation, pour le développement intellectuel, pour l'accomplissement de fonctions sociales, pour les relations avec parents et amis, pour le libre jeu des forces du corps et de l'esprit, même pour la célébration du dimanche, et cela dans le pays des sanctificateurs du dimanche, pure maïserie ! Mais dans sa passion

de force qu'exige de leur part l'action de lever et de porter des fardeaux, la plupart des enfants, dans les verreries où l'on fait des bouteilles et du flint-glass, sont obligés de faire en 6 heures, pour exécuter leur travail, de 15 à 20 milles anglais, et cela dure souvent 14 à 15 heures sans interruption. Dans beaucoup de ces verreries règne, comme dans les filatures de Moscou, le système des relais de 6 heures. « Pendant la semaine, la plus grande période de répit comprend au plus 6 heures, sur lesquelles il faut prendre le temps d'aller et de venir de la fabrique, de se laver, de s'habiller, de manger, etc., de sorte qu'il reste à peine un moment pour se reposer. Pas un instant pour jouer, pour respirer l'air pur, si ce n'est aux dépens du sommeil, si indispensable à des enfants qui exécutent de si durs travaux dans une atmosphère aussi brûlante... Le court sommeil lui-même est interrompu par cette raison que les enfants doivent s'éveiller eux-mêmes la nuit ou sont troublés dans le jour par le bruit extérieur. » M. White cite des cas où un jeune garçon a travaillé 36 heures de suite, d'autres où des enfants de 12 ans s'étendent jusqu'à 2 heures de la nuit et dorment ensuite jusqu'à 5 heures du matin (trois heures) ! pour reprendre leur travail de plus belle. « La masse de travail, dit les rédacteurs du rapport général, Tremenhether et Tufnell, que des enfants, des jeunes filles et des femmes exécutent dans le cours de leur incantation de jour et de nuit (*spell of labour*) est réellement fabuleuse. » (L. c., xliii et xliii.) Et cependant quelque nuit peut-être le capital verrier, pour prouver son abstinence, sort du club fort tard, la tête tournée par le vin de Porto ; il rentre chez lui en vacillant et fredonne comme un idiot : *Bristons never, never shall be slaves !* (Anglais, non jamais l'Anglais ne sera esclave !)

1. En Angleterre, par exemple, on voit de temps à autre dans les districts ruraux quelque ouvrier condamné à la prison pour avoir profané le sabbat en travaillant devant sa maison dans son petit jardin. Le même ouvrier est puni pour rupture de contrat, s'il s'absente le dimanche de la fabrique, papeterie, verrerie, etc., même par dévotion. Le Parlement orthodoxe ne s'inquite pas de la profanation du sabbat quand elle a lieu en l'honneur et dans l'intérêt du dieu Capital. Dans un mémoire des journaliers de Londres employés chez des marchands de poisson et de volaille, où l'abolition du travail du dimanche est demandée (août 1863), il est dit que leur travail dure

aveugle et démesurée, dans sa gloutonnerie de travail extra, le capital dépasse non seulement les limites morales, mais encore la limite physiologique extrême de la journée de travail. Il usurpe le temps qu'exigent la croissance, le développement et l'entretien du corps en bonne santé. Il vole le temps qui devrait être employé à respirer l'air libre et à jouir de la lumière du soleil. Il lésine sur le temps des repas et l'incorpore, toutes les fois qu'il le peut, au procès même de la production, de sorte que le travailleur, rabaisé au rôle de simple instrument, se voit fournir sa nourriture comme on fourrit du charbon à la chaudière, de l'huile et du suif à la machine. Il réduit le temps du sommeil, destiné à renouveler et à rafraîchir la force vitale, au minimum d'heures de lourde torpeur sans lequel l'organisme épuisé ne pourrait plus fonctionner. Bien loin que ce soit l'entretien normal de la force de travail qui serve de règle pour la limitation de la journée de travail, c'est au contraire la plus grande dépense possible par jour, si violente et si pénible qu'elle soit, qui règle la mesure du temps de répit de l'ouvrier. Le capital ne s'inquiète point de la durée de la force de travail. Ce qui l'intéresse uniquement, c'est le maximum qui peut en être dépensé dans une journée. Et il atteint son but en abrégeant la vie du travailleur, de même qu'un agriculteur avide obtient de son sol un plus fort rendement en épuisant sa fertilité.

La production capitaliste, qui est essentiellement production de plus-value, absorption de travail extra, ne produit donc pas seulement par la prolongation de la journée qu'elle impose la détérioration de la force de travail de l'homme, en la privant de ses conditions normales de fonctionnement et de développement, soit au physique, soit au moral — elle produit l'épuisement et la mort précocée de cette force<sup>1</sup>. Elle prolonge la période productive du travailleur pendant un certain laps de temps en abrégeant la durée de sa vie.

Mais la valeur de la force de travail comprend la valeur des marchandises sans lesquelles la reproduction du salarié ou la propagation de sa classe seraient impossibles. Si donc la prolongation contre nature de la journée de travail, à laquelle aspire nécessairement le capital en raison de son penchant démesuré à se faire valoir toujours

en moyenne 15 heures chacun des 6 premiers jours de la semaine et 8 à 10 heures le dimanche. On voit par ce mémoire que c'est surtout la gourmandise délicate des bigots aristocratiques d'Exeter Hall qui encourage cette profanation du jour du Seigneur. Ces saints personnages si zélés *in cula curanda*, autrement dit, dans le soin de leur peur, attestent leur qualité de chrétien, par la résignation avec laquelle ils supportent le travail excessif, la faim et les privations d'autrui. *Obsequium ventris istis* (c'est-à-dire aux travailleurs) *perniciosius est*.

<sup>1</sup> Trop ceder au ventre leur est plus nuisible. (N. R.)

4. « Nous avons donné dans nos rapports antérieurs l'opinion de plusieurs manufacturiers expérimentés au sujet des heures de travail extra... Il est certain que d'après eux ces heures tendent à épuiser prématurément la force de travail de l'homme. » (*Children's Employment Commission. Fourth Report, 1865, n° 64, p. xvii.*)

d'avantage, raccourcit la période vitale des ouvriers, et, par suite, la durée de leurs forces de travail, la compensation des forces usées doit être nécessairement plus rapide, et, en même temps, la somme des frais qu'exige leur reproduction plus considérable, de même que pour une machine la portion de valeur qui doit être reproduite chaque jour est d'autant plus grande que la machine s'use plus vite. Il semblerait, en conséquence, que l'intérêt même du capital réclame de lui une journée de travail normale.

Le propriétaire d'esclaves achète son travailleur comme il achète son bœuf. En perdant l'esclave, il perd un capital qu'il ne peut rétablir que par un nouveau déboursé sur le marché. Mais,

si fatale et si destructive que soit l'influence des champs de riz de la Géorgie et des marais du Mississippi sur la constitution de l'homme, la destruction qui s'y fait de la vie humaine n'y est jamais assez grande pour qu'elle ne puisse être réparée par le trop-plein des réservoirs de la Virginie et du Kentucky. Les considérations économiques qui pourraient jusqu'à un certain point garantir à l'esclave un traitement humain, si sa conservation et l'intérêt de son maître étaient identiques, se changent en autant de raisons de ruine absolue pour lui quand le commerce d'esclaves est permis. Dès lors, en effet, qu'il peut être remplacé facilement par des nègres étrangers, la durée de sa vie devient moins importante que sa productivité. Aussi, est-ce une maxime dans les pays esclavagistes que l'économie la plus efficace consiste à pressurer le bétail humain (*human cattle*), de telle sorte qu'il fournisse le plus grand rendement possible dans le temps le plus court. C'est sous les tropiques, là même où les profits que la vie des nègres est sacrifiée sans le moindre scrupule. C'est l'agriculture de l'Inde occidentale, berceau séculaire de richesses fabuleuses, qui a engendré des millions d'hommes de race africaine. C'est aujourd'hui à Cuba, dont les revenus se comptent par millions et dont les planteurs sont des nababs, que nous voyons la classe des esclaves non seulement nourrie de la façon la plus grossière et en butte aux vexations les plus acharnées, mais encore détruite directement en grande partie par la longue torture d'un travail excessif et le manque de sommeil et de repos<sup>1</sup>.

*Mutato nomine de te fabula narratur*<sup>2</sup>. Au lieu de commerce d'esclaves, lisez marché du travail; au lieu de Virginie et Kentucky, lisez Irlande et les districts agricoles d'Angleterre, d'Écosse et du pays de Galles; au lieu d'Afrique, lisez Allemagne. Il est notoire que l'excès de travail moissonne les raffineurs de Londres, et, néanmoins, le marché du travail à Londres regorge constamment de candidats pour la raffinerie. Allemands la plupart, voués à une mort prématurée. La poterie est également une des branches d'industrie qui fait le plus de victimes. Manque-t-il pour cela de potiers ? Josiah Wedgwood, l'inventeur de la poterie moderne, d'abord simple

1. J. E. CAIRNES, *l. c.*, p. 110, 111.

2. Le nom étant changé, c'est de toi qu'il s'agit dans cette histoire. (N. R.)

capital sait fort bien, d'ailleurs, rejeter la plus grande partie sur les épaules de la classe ouvrière et de la petite classe moyenne.

L'armée industrielle de réserve est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement, donc aussi la masse absolue du prolétariat et la force productrice de son travail, sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. *Voilà la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste.* L'action de cette loi, comme tout autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières.

On comprend donc toute la sottise de la sagesse économique qui ne cesse de prêcher aux travailleurs d'accommoder leur nombre aux besoins du capital. Comme si le mécanisme du capital ne réalisait pas continuellement, cet accord désiré, dont le premier mot est : création d'une réserve industrielle, et le dernier : invasion croissante de la misère jusque dans les profondeurs de l'armée active du travail, poids mort du paupérisme.

La loi selon laquelle une masse toujours plus grande des éléments constituants de la richesse peut, grâce au développement continu des pouvoirs collectifs du travail, être mise en œuvre avec une dépense de force humaine toujours moindre, cette loi qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur, se tourne dans le milieu capitaliste — où ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service du travailleur, mais le travailleur qui est au service des moyens de production — en loi contraire, c'est-à-dire que, plus le travail gagne en ressources et en puissance, plus il y a pression des travailleurs sur leurs moyens d'emploi, plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force, devient précaire. L'accroissement des ressorts matériels et des forces collectives du travail, plus rapide que celui de la population, s'exprime donc en la formule contraire, à savoir : la population productive croît toujours en raison plus rapide que le besoin que le capital peut en avoir.

L'analyse de la plus-value relative (sect. IV) nous a conduits à ce résultat : dans le système capitaliste toutes les méthodes pour multiplier les puissances du travail collectif s'exécutent aux dépens du travailleur individuel ; tous les moyens pour développer la production, il s'agit ici, comme dans tout ce paragraphe, de l'armée industrielle de réserve. (N. R.)

2. Dans le texte allemand : en raison inverse du tourment que lui cause le travail. Il y a certainement là un lapsus du traducteur. (N. R.)

duction se transformant en moyens de dominer et d'exploiter le producteur : ils font de lui un homme tronqué, fragmentaire, ou l'appellent d'une machine ; ils lui opposent comme autant de pouvoirs hostiles les puissances scientifiques de la production ; ils substituent au travail altrayant, le travail forcé ; ils rendent les conditions dans lesquelles le travail se fait de plus en plus anormales et soumettent l'ouvrier durant son service à un despotisme aussi illimité que mesquin ; ils transforment sa vie entière en temps de travail et jettent sa femme et ses enfants sous les roues du Juggernaut capitaliste.

Mais toutes les méthodes qui aident à la production de la plus value favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule.

Enfin la loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même.

Ce caractère antagoniste de la production capitaliste a frappé même des économistes, lesquels d'ailleurs confondent souvent les phénomènes par lesquels il se manifeste avec des phénomènes analogues, mais appartenant à des ordres de production sociale antérieurs.

G. Orles, moins vénitien et un des économistes marquants du XVIII<sup>e</sup> siècle, croit avoir trouvé dans l'antagonisme inhérent à la richesse capitaliste la loi immuable et naturelle de la richesse sociale.

Au lieu de projeter, dit-il, pour le bonheur des peuples, des systèmes inutiles, je me bornerai à chercher la raison de leur misère... Le bien et le mal économique se font toujours équilibre dans une nation (*Il bene e il male economico se fanno sempre equilibrio in una nazione*)

1. Ou *Diggernat*. Roues de la voiture sur laquelle on promenait la statue de la divinité hindoue, Vishnou, et sous laquelle les fanatiques se précipitaient, lors de la procession annuelle au temple de Djaggernat. Voir aussi t. I, p. 274, note 3 de cet ouvrage. (N. R.)

2. « De jour en jour, il devient donc plus clair que les rapports de production dans lesquels se meut la bourgeoisie n'ont pas un caractère un, un caractère simple, mais un caractère de duplicité ; que dans les mêmes rapports dans lesquels se produit la richesse la misère se produit aussi ; que dans les mêmes rapports dans lesquels il y a développement des forces productives, il y a une force productrice de répression ; que ces rapports ne produisent la *richesse bourgeoise*, c'est-à-dire la richesse de la classe bourgeoise, qu'en entraînant continuellement la *richesse des membres intégrants de cette classe* et en produisant un prolétariat toujours croissant. » (Karl Marx : *Miscélanée de la philosophie*, p. 116.)

\*p. 98 Ed. soviétique, Paris 1947. Voir aussi : *Œuvres complètes de Marx et d'Engels*, publiées par l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou. Partie I, t. VI, p. 189 et suiv. (N. R.)

Ce n'est pas assez que d'un côté se présentent les conditions matérielles du travail, sous forme de capital, et de l'autre des hommes qui n'ont rien à vendre, sauf leur puissance de travail. Il ne suffit pas non plus qu'on les contraigne par la force à se vendre volontairement. Dans le progrès de la production capitaliste, il se forme une classe de plus en plus nombreuse de travailleurs, qui, grâce à l'éducation, la tradition, l'habitude, subissent les exigences du régime aussi spontanément que le changement des saisons. Dès que ce mode de production a acquis un certain développement, son mécanisme brise toute résistance ; la présence constante d'une surpopulation relative maintient la loi de l'offre et la demande du travail et, partant, le salaire dans des limites conformes aux besoins du capital, et la sourde pression des rapports économiques achève le despotisme du capitaliste sur le travailleur. Parfois on a bien encore recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, mais ce n'est que par exception. Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des « lois naturelles » de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production. Il en est autrement pendant la genèse historique de la production capitaliste. La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'État ; elle s'en sert pour « régler » le salaire,

c'est-à-dire pour le déprimer au niveau convenable, pour prolonger la journée de travail et maintenir le travailleur lui-même au degré de dépendance voulu. C'est là un moment essentiel de l'accumulation primitive.

La classe salariée, qui surgit dans la dernière moitié du xiv<sup>e</sup> siècle, ne formait alors, ainsi que dans le siècle suivant, qu'une très faible portion de la population. Sa position était fortement protégée, à la campagne, par les paysans indépendants, à la ville, par le régime corporatif des métiers ; à la campagne comme à la ville, maîtres et ouvriers étaient socialement rapprochés. Le mode de production technique ne possédant encore aucun caractère spécifiquement capitaliste, la subordination du travail au capital n'était que dans la forme. L'élément variable du capital l'emportait de beaucoup sur son élément constant. La demande de travail salarié grandissait donc rapidement avec chaque nouvelle accumulation du capital, tandis que l'offre de travailleurs ne suivait que lentement. Une grande partie du produit national, transformée plus tard en fonds d'accumulation capitaliste, entrait alors encore dans le fonds de consommation du travailleur.

dans le cadre de la convention de Lomé, est incapable de régler la question de la dette dont le coût social est payé par les populations laborieuses des pays concernés. La course aux parts de marché, la mise en application de nouvelles technologies, la manipulation des taux d'escompte, auxquelles participent largement patrons et gouvernements européens, ont des conséquences désastreuses pour la plupart des pays du tiers monde.

C'est dans le même ordre d'idée que des efforts sont faits pour hâter les collaborations entre entreprises productrices d'armement et pour accélérer la mise en place d'une défense intégrée européenne.

### C. Crise du mouvement ouvrier et nouvelles luttes

8) La mise en place de l'Acte unique est un défi lancé au mouvement ouvrier européen et à tous les mouvements sociaux. Le mouvement ouvrier européen, par ailleurs, entre dans cette nouvelle conjoncture internationale dans une situation difficile.

● La crise économique et la politique d'austérité ont peu à peu modifié les conditions socio-politiques dans lesquelles luttent les travailleurs. L'apparition dans une majorité de pays européens d'un très fort taux de chômage structurel (surtout le chômage des jeunes et le chômage de longue durée), le développement du travail précaire (surtout pour les femmes et les jeunes), des contrats à durée déterminée et du travail intérimaire, le recul dans certains pays des négociations collectives par branches, la montée de la flexibilité, le développement de la sous-traitance, la baisse des effectifs dans les grandes entreprises, la crise et même la disparition de certaines communautés ouvrières autour d'industries traditionnelles, et enfin, plus généralement, la modification du tissu industriel constituent un contexte nouveau, plus contraignant et plus susceptible de provoquer des divisions et l'isolement des luttes. Les anciens secteurs industriels forts, dont les salariés étaient porteurs de conquêtes sociales (échelle mobile, droits syndicaux, conventions collectives, sécurité sociale...) qui s'étendaient par la suite à toute la classe ouvrière, sont entrés en crise, n'ont pas encore été remplacés ou ne sont pas encore en situation de rejouer leur rôle.

● Ces modifications se sont produites dans le contexte politique issu du coup d'arrêt de la révolution portugaise, de la transition contrôlée dans l'Etat espagnol, de l'impasse du compromis historique en Italie, de l'échec de l'Union de la gauche en France, de la politique d'austérité des travaillistes britanniques entre 1976 et 1979, qui a amené à leur défaite face à Thatcher, et de l'expérience désastreuse des gouvernements dirigés par la sociale-démocratie dans les années quatre-vingt (France, Suède, Grèce, Etat espagnol...).

● Tout cela n'a pas été sans conséquence sur les luttes, sur leur intensité et surtout sur leurs débouchés politiques. On en a ressenti les effets dans tous les pays européens, à des moments différents, par des baisses notables de l'activité gréviste.

● Il y a eu d'importantes défaites, parfois avec des effets cumulatifs sur l'ensemble du mouvement ouvrier de différents pays. Il y a eu un net épuisement de l'avant-garde ouvrière de la génération de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix. Il y a eu, dans la couche des travailleurs avancés, c'est à dire de l'avant-garde ouvrière des luttes, une perte de crédit de l'idée de socialisme, d'autant plus qu'il n'y avait pas eu dans la période précédente d'accumulation suffisante de forces révolutionnaires susceptibles de constituer une réponse crédible au scepticisme engendré par la crise des pays d'Europe orientale.

● La misère, la précarité, la marginalisation ont touché d'importants secteurs populaires, notamment immigrés ou jeunes de la « seconde génération ». Le système éducatif les laisse pour compte, le mouvement ouvrier s'en désintéresse et se trouve incapable de répondre à leur attente. Leur révolte sociale prend des formes spécifiques, souvent violentes, et constitue un problème nouveau et complexe d'organismes et de politisation. Dans la mesure où la crise sociale et économique s'aggrave, il s'agit d'un problème de longue haleine qu'il faudra aborder dans l'effort d'atteindre l'objectif de l'unité et de la mobilisation de tous les opprimés.

● Nous avons assisté depuis plusieurs années, dans un certain nombre de pays, à une croissance des courants d'extrême droite fasciste sans que le mouvement ouvrier sache comment y faire obstacle. Il y a eu une montée du racisme, y compris dans les rangs ouvriers, et l'apparition d'un vote ouvrier pour des partis d'extrême droite. Ces forces fascistes qui commencent à s'adresser spécifiquement aux travailleurs et cherchent à utiliser tous les aspects de la crise sociale et le pourrissement du parlementarisme bourgeois, constitueront une donnée stable de la nouvelle situation politique.

Tout cela a affaibli la conscience de classe et a entraîné un affaiblissement des structures de bases, syndicales et politiques, réduisant d'autant les lieux où se cristallisent et se reproduisent les solidarités de classe.

● Tel est l'héritage de la dernière période. Mais les particularités de la crise économique ainsi que l'ampleur des acquis et des positions gagnées par le mouvement ouvrier au cours des trente années précédentes, ont empêché que cela ne se traduise jusqu'ici par une défaite politique et sociale durable de la classe ouvrière.

● La bourgeoisie est restée à l'offensive. Elle a exploité un rapport de force favorable. Mais les travailleurs ont résisté, ils ont empêché que les projets patronaux soient totalement appliqués ou ils leur ont fait échec. Il en a été de même pour les mouvements féministes, confrontés aux attaques au droit à l'avortement, ou pour les jeunes, confrontés aux politiques d'austérité dans l'éducation.

● Ainsi nous avons assisté durant ces dernières années (inégalement selon les pays et surtout de manière non synchronisée) à des poussées de luttes ponctuelles tout à fait significatives. Cela a non seulement pris la forme de luttes de résistance plus dures, mais aussi de revendications salariales en rapport avec les énormes profits patronaux réalisés dans la dernière période, ou de la demande d'une réduction du temps de travail. Sur la base de ces luttes et de la phase

d'expansion relative de ces dernières années, nous avons assisté, dans certains pays ou dans certaines branches, à une reprise de la syndicalisation.

Des luttes d'un type nouveau sont apparues, notamment dans les services publics (secteurs de la santé, enseignement, etc.) ou dans des professions fortement féminisées, montrant ainsi qu'un renouvellement de secteurs forts de la classe ouvrière était à l'oeuvre. On a également assisté à l'apparition de nouvelles formes d'auto-organisation face au bureaucratisme et à la crise du mouvement syndical. Toutefois, en l'absence de débouchés politiques et d'une perspective d'ensemble, ces mouvements ont parfois abouti à un isolement sectoriel.

Par ailleurs, les grandes luttes des années quatre-vingt, malgré leur caractère massif et le défi qu'elles ont représenté, n'ont pourtant pas encore permis le développement cumulatif d'une avant-garde de la nouvelle génération, avec un saut qualitatif dans la construction de nos organisations.

● Il y a eu aussi toute une série de luttes dans la jeunesse, à commencer par d'importantes grèves universitaires et scolaires contre les politiques d'austérité dans l'éducation. Elles ont montré que sur des thèmes revendicatifs précis il existe un immense potentiel de contestation sociale, bien que ces mobilisations n'aient pas représenté une radicalisation politique de la jeunesse équivalente à ce qui avait été, par sa conscience subversive, celle de la fin des années soixante.

● De puissants mouvements de masse ont pu se développer sur des terrains syndicaux, féministes, antimilitaristes ou autres, mobilisant des dizaines ou des centaines de milliers de personnes. De tels mouvements continueront à se développer. Mais ils continueront aussi à souffrir, dans leur développement, de l'absence de débouché politique crédible.

Les conditions sont donc difficiles. Les causes structurelles liées aux modifications socio-économiques se combinent à l'attitude des directions syndicales et des directions des partis réformistes. Certes, il est faux que la classe ouvrière et une partie de la jeunesse n'aient plus de réserve pour pouvoir s'engager dans des luttes d'ensemble contre les politiques patronales. Mais les directions traditionnelles s'opposent à cette perspective ; elles font obstacle à toute possibilité de convergence des luttes partielles, seul moyen d'inverser les processus politiques et sociaux engendrés par la crise.

Pour surmonter l'ensemble de ces handicaps il faudra d'importants affrontements sociaux, de nouvelles expériences de masses. Et le rôle des révolutionnaires dans la fécondation de ces processus sera déterminant.

9) Sous les effets de la crise, des défaites partielles et de la politique des organisations réformistes, le mouvement ouvrier organisé, syndical et politique, a subi une série de revers et connaît aujourd'hui d'importantes mutations internes. La crise des gestions et des concertations basées sur des politiques keynesiennes aggrave cette crise.

● En général les directions réformistes ont été incapables de consolider les premières luttes menées contre les mesures d'austérité. Elles ont été incapables de répondre positivement, au-delà de mesures et d'une propagande démagogiques, aux modifications en cours dans le prolétariat, en organisant, comme la

situation l'exigeait, les chômeurs, les femmes, les jeunes ou les immigrés. Les exigences de plus en plus pressantes de démocratie et de contrôle ont été ignorées au profit d'une aggravation du cynisme, des manipulations et de la corruption au sein des bureaucraties dirigeantes.

10) Le mouvement syndical n'a pas échappé à cette crise

● L'ampleur de celle-ci a été jusqu'à présent très différente selon les pays, puisque le taux de syndicalisation des salariés en Europe de l'Ouest oscille entre 5 % et 85 %. Ces différences s'expliquent par des histoires syndicales et politiques particulières, ou des degrés divers d'intégration aux institutions. Les syndicats n'ont pas tous subi de la même manière la perte d'efficacité et de crédibilité face aux nouveaux défis sociaux et économiques.

● Partout cependant on assiste à une perte de ressources militantes et à une autonomie de plus en plus grande des bureaucraties par rapport à la base. Dans tous les pays, à des degrés divers, la crise économique et la politique des directions syndicales ont ouvert une situation nouvelle dans les rapports entre travailleurs et syndicats et dans la manière dont les syndicats organisent leur base. Il y a eu une totale impasse des stratégies syndicales et absence d'alternatives de gauche suffisamment crédibles pour changer cette situation.

● Les bureaucraties syndicales cherchent une issue à cette crise en acceptant toujours un peu plus les choix capitalistes européens, en accentuant les fonctions de service au détriment d'un syndicalisme de lutte, démocratique et unitaire. Le « réalisme » s'est étendu et a fait peu à peu office de ligne de compromis face aux projets capitalistes.

● La Confédération européenne des syndicats (CES) apparaît bureaucratique par excellence — par son fonctionnement, ses projets et sa politique illustre cette crise et cette inadaptation aux nouveaux enjeux. Elle est plus préoccupée de trouver les voies d'une concertation avec la Commission européenne que d'engager un réel combat revendicatif contre l'Acte unique dans son ensemble. Elle vise surtout à accompagner la politique européenne de la social-démocratie. Tous les retards accumulés sur ce terrain ne pourront que déboucher sur d'importants déboires et reculs des organisations syndicales face à l'internationalisation croissante de la production et des stratégies patronales.

● Toutefois, même lorsque le taux de syndicalisation est très bas dans l'entreprise ou dans la société, les organisations syndicales continuent d'être un cadre où peuvent se confronter durablement les débats d'orientation stratégique qui traversent le mouvement ouvrier.

Ainsi dans les dernières années il y a eu plusieurs exemples d'une montée de luttes ouvrières propulsées par des forces d'opposition syndicale. Dans des périodes de crise plus profonde l'affaiblissement des syndicats constitue une menace mortelle pour la capacité de résistance des travailleurs. Renforcer les courants d'opposition au sein des syndicats est donc une condition concrète et immédiate de la survie de ceux-ci. Les révolutionnaires doivent renforcer leur lutte pour organiser de tels courants d'opposition autour de revendications immédiates pour la démocratisation des syndicats et autour d'une plate-forme de

lutte, s'opposant dans la pratique à la politique droitière des bureaucraties syndicales.

11) Les partis socio-démocrates se sont affirmés comme de parfaits gestionnaires des politiques patronales. Ils se proposent comme la principale force politique ayant la volonté et la capacité de mettre en place l'Europe de l'Acte unique.

● Cette politique n'est pas conjoncturelle. Elle correspond à une adaptation des directions social-démocrates aux nouvelles conditions créées par la crise capitaliste. Elle souligne aussi un certain nombre de changements structurels au coeur de ces directions avec une symbiose entre des bureaucraties ouvrières traditionnelles, des fractions technocratiques (petites-bourgeoises et bourgeoises) de l'Etat et des services publics et des gestionnaires du secteur privé. Les théories sur la « gauche moderne » et le nouveau bloc social à construire, incluant les secteurs modernes et éclairés du patronat, correspondent à ces mutations. Faute de pouvoir et de vouloir mener une véritable politique de défense des acquis sociaux, la social-démocratie y a substitué une idéologie basée sur le concept de « nouvelle citoyenneté » dans la « démocratie » et a abandonné les derniers vestiges d'une analyse de classe. Elle a accepté ou a elle-même orchestré les politiques de privatisation, les limitations du droit syndical, l'augmentation des dépenses militaires etc.

● Les partis sociaux-démocrates ont vu leur composition ouvrir et leurs réseaux militants dans le prolétariat se réduire de manière drastique. Pourtant leur influence politique et électorale a eu tendance à s'accroître dans la plupart des pays, accompagnant les reculs de la conscience de classe et le scepticisme grandissant envers le socialisme, capitalisant en partie la crise des partis communistes et celle de l'extrême gauche. Leurs électeurs ne leur font plus confiance pour de grandes réformes, mais ils continuent à les considérer comme une garantie minimale face aux projets des partis de droite, ou comme un moindre mal. Lorsqu'ils sont au pouvoir ils pratiquent des politiques d'austérité et appliquent ce que la classe dirigeante attend d'eux. Il s'agit d'un réformisme sans réforme, lourd de nouvelles contradictions, porteurs de conflits internes, y compris dans le mouvement syndical qu'ils contrôlent.

12) Les partis communistes, pour leur part, ont connu une crise de très grande ampleur.

● Dans les pays, où ils étaient traditionnellement minoritaires par rapport à la social-démocratie, nous avons assisté ces dernières années à leur éclatement, voire à leur quasi-disparition.

● Dans les pays où ils étaient restés des partis de masse, parfois majoritaires, la crise a pris des formes variées, combinant des pertes énormes d'effectifs, une désorientation politique complète, une impossibilité de répondre de manière cohérente aux projets capitalistes, une incapacité à proposer, notamment au plan syndical, une ligne alternative et crédible à la crise sociale et économique.

● Partout, ils ont subi dramatiquement les effets de la crise du stalinisme et du dégoût que celui-ci inspirait de plus en plus aux travailleurs. Ils s'étaient relancés après la Seconde Guerre mondiale dans le cadre de division de l'Europe. Ils sont définitivement déstabilisés par la nouvelle situation mondiale, alors que Gorbatchev n'a plus besoin des « partis frères » comme relais.

● Les forces centrifuges ont pu se renforcer dès lors qu'une partie des appareils s'intégrait durablement dans les institutions bourgeoises et que les liens avec l'appareil soviétique perdaient de leur substance.

● La crise des PC libère en partie le terrain d'un obstacle considérable qu'ont eu à affronter les marxistes révolutionnaires pendant soixante-ans. Mais elle peut provoquer, pendant un certain temps, de nouvelles confusions et démoralisations, notamment dans les secteurs syndicaux qu'ils influencent. L'idée qu'il faut renoncer à toute transformation radicale de la société et à la tradition « communiste » est défendue désormais par des courants majoritaires qui cherchent à offrir un profil plus « réaliste » dans l'espoir de se maintenir électoralement. En même temps, des courants minoritaires d'opposition ont été aspirés vers la social-démocratie sous la pression de la crise et de l'absence de perspective.

● L'évolution des débats et des ruptures au sein des PC est également déterminée par ce qui se passe aujourd'hui dans les pays de l'Europe de l'Est. La grande faiblesse dans ces derniers des courants se réclamant de la démocratie socialiste n'aide pas les secteurs critiques au sein des PC à aboutir à une interprétation correcte du stalinisme.

● Aucun courant de gauche, substantiel et stable, n'est encore sorti en Europe de la crise des PC (à l'exception partielle de la Grèce). Cette situation, combinée à la faiblesse des marxistes-révolutionnaires, a des conséquences idéologiques négatives parmi des couches de travailleurs avancés et de jeunes.

13) Les partis Verts sont apparus dans la dernière décennie comme des mouvements gagnant d'importantes positions électorales grâce, dans la plupart des pays, aux votes de travailleurs et de jeunes. Ils sont souvent le résultat d'un changement au sein de la gauche, une partie de leurs militants, par exemple, venant des partis ouvriers traditionnels et de l'extrême gauche.

Jusqu'à présent ils ont partiellement capté, surtout au plan électoral, les mécontentements et frustrations nés des pratiques politiques des partis social-démocrates et communistes. Devant l'ampleur des dangers écologiques, du danger de guerre nucléaire, du racisme, de la misère dans le tiers monde etc., ils sont apparus comme cherchant un autre choix de société, sur la base d'un réformisme radical. Ces partis en tant que tels ou une partie de leur base peuvent être prêts à s'engager dans des luttes autres que celles inspirées plus directement par la défense de l'environnement.

Bien que la formation de partis Verts ait pu représenter un espoir pour le regroupement d'une gauche non-réformiste, dans de nombreux cas leurs gains électoraux et leur intégration dans les institutions ont fait naître de nouvelles contradictions. Cela a déjà abouti dans certains cas à une rapide adaptation aux jeux politiques parlementaires ou encore à une idéologie du « ni droite, ni

gauche ». Cela a pu et peut provoquer d'importants clivages en leur sein et une désorientation d'une partie de leur base, qui cherche des réponses non seulement sur le terrain des luttes écologistes mais aussi sur celui d'une compréhension plus globale des méfaits du capitalisme.

14) Parmi les formes nouvelles d'activité politique et sociale apparues au cours de la dernière période figurent les mouvements sociaux qui, sur le terrain du féminisme, de l'antiracisme, de l'antimilitarisme, du pacifisme ou de l'écologie, ont été capables de mobiliser en Europe des centaines de milliers de personnes, en opposition à certaines politiques gouvernementales. De très importantes luttes politiques et sociales ont eu lieu, jouant un rôle de tout premier plan dans l'activité propre d'une partie de la jeunesse, et posant parfois de sérieux problèmes aux gouvernements en place. Mais ces mouvements ont eux aussi souffert des manques de perspectives politiques centrales.

Le mouvement autonome des femmes connaît aujourd'hui un développement inégal et difficile et les courants féministes socialistes ont subi un recul. Il y a une crise du mouvement pacifiste et il y a maintenant un besoin de dégager de nouveaux axes suite aux changements en cours en Europe, surtout après la guerre du Golfe. Le mouvement écologiste est très dispersé, hétérogène. Les mouvements antiracistes conservent une réelle audience parmi une partie de la jeunesse mais ils devront répondre à de nouveaux enjeux avec la poussée de l'extrême droite.

Pour les marxistes-révolutionnaires, ces mouvements sociaux ne sont pas simplement des opportunités du moment. Il s'agit d'un phénomène répondant à des solidarités sociales nouvelles dans le contexte de la crise capitaliste actuelle. Le mouvement féministe, quant à lui, constitue une nécessité historique permanente d'auto-organisation des femmes pour combattre toutes les formes spécifiques de leur oppression.

Il est donc nécessaire de construire ces mouvements et de les animer sous la forme de structures permanentes, démocratiques et unitaires, tout en y menant une activité d'éducation anticapitaliste. Nous avons en général beaucoup de retard dans l'élaboration et la propagande sur les questions de défense de l'environnement. La solidarité avec le tiers monde continuera, par ailleurs, à mobiliser des forces importantes. Les thèmes contre la mère dans le tiers monde, la question des droits de l'homme et la lutte pour la paix continueront à mobiliser un ensemble de gens.

Certains de ces mouvements, nés à la fin des années soixante-dix ou au début des années quatre-vingt, ont constitué des tests de la crise des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Différemment selon les pays, ils ont souvent été pour leurs participants un moyen de s'engager dans des formes de contestation sociale qui étaient peu ou pas sous le contrôle des directions bureaucratiques traditionnelles.

Se posait pourtant la question des liens entre ces mouvements et les partis et syndicats ouvriers. Il était nécessaire que ceux-ci y prennent leurs places, en tant que tels, tout en conservant l'indépendance, l'unité et la démocratie du mou-

vement. Mais généralement les directions réformistes ont rechigné à prendre leurs responsabilités. Elles ont rejoint tardivement ces mobilisations ou s'y sont intégrées dans le but de les manipuler et d'en enlever le contenu subversif. Plus le mouvement ouvrier a tardé à contribuer à ses luttes et à intervenir sur ces questions, plus il en a subi les conséquences quant à sa perte de crédibilité, notamment dans la jeunesse.

## D. Construire nos organisations, construire l'Internationale

15) Les développements politiques en Europe de l'Est ont déjà eu des retombées importantes sur les débats politiques au sein du mouvement ouvrier d'Europe de l'Ouest. Dans un premier temps les effets sont contradictoires : ils accélèrent la crise des partis communistes et en terminent avec les dernières illusions sur les régimes stalinien ; en même temps ils amplifient pour la majorité des travailleurs la désillusion envers le combat socialiste et renforcent la confusion entre les libertés démocratiques et la démocratie parlementaire bourgeoise, identifiée à l'économie de marché.

Les luttes à l'Est se déroulent alors que les travailleurs dans les pays capitalistes développés ont déjà subi quinze ans de crise économique et divers revers. Les illusions sur le modèle occidental n'y sont pas contredites par l'écho d'un mouvement révolutionnaire de masse en Europe de l'Ouest, aux Etats Unis ou au Japon. Il n'y a pas, dans les conditions actuelles, de synchronisation de deux mouvements ouvriers révolutionnaires, l'un réalisant la révolution politique pour rétablir un projet de socialisme démocratique, l'autre s'engageant dans d'importantes luttes politiques anticapitalistes.

16) De tout cela découle des tâches nouvelles pour les marxistes-révolutionnaires mais aussi des conditions nouvelles de construction de nos organisations en Europe de l'Ouest.

La crise sociale et politique et l'affaiblissement du mouvement ouvrier ont entraîné une stagnation de nos forces, voire une régression. C'est donc avec des moyens toujours modestes, mais avec parfois une implantation sociale plus importante que dans le passé, qu'il nous faut maintenir notre effort.

La crise du mouvement ouvrier ne se réduit pas au seul problème du remplacement d'une direction faillie par une nouvelle, potentiellement existante et d'ores et déjà en voie de cristallisation au cœur des luttes et des organisations traditionnelles (partis et syndicats). Il s'agit d'un processus plus long de reconstruction des forces et de réorganisation de la classe ouvrière à tous les niveaux, social, syndical et politique. Cela passera par un processus prolongé d'accumulation d'expériences, pour l'émergence d'une nouvelle génération de travailleurs avancés et de jeunes radicalisés.

Globalement le contrôle bureaucratique, syndical et politique, a de plus en plus de mal à s'exercer sur l'ensemble des activités de la classe ouvrière et de la

## **Existe-t-il une classe de précaires ?**

Le capitalisme se transforme et s'adapte au marché mondial, aux nouvelles technologies et aux évolutions de la lutte des classes, cherchant de nouvelles manières de réorganiser le processus de travail pour s'assurer un contrôle total sur la main-d'œuvre et extraire le plus de surtravail possible.

Néolibéralisme et désindustrialisation ne sont plus des concepts nouveaux. L'utilisation de ces mots pour décrire les transformations des centres de l'économie mondiale depuis les années 1970 est devenue une forme de lieu commun ou de raccourci décrivant un état de fait contre lequel on ne pourrait pas grand-chose. Mais récemment, des militants et des penseurs radicaux ont commencé à s'interroger sur les conséquences de ces transformations du capitalisme sur la structure de classe : sommes-nous confrontés à quelque chose de fondamentalement nouveau et différent ? L'insécurité des conditions d'emploi et la fragmentation du salariat changent-elles les perspectives historiques radicales du mouvement ouvrier, ou valident-elles au contraire les stratégies syndicales et progressistes ? Ce que certains appellent le « précaire » est un terme aux contours assez flous qu'on retrouve de plus en plus à l'extrême-gauche.

Pour Charles Post, auteur d'*American Road to Capitalism* et sympathisant du groupe Solidarity, le « précaire » apparaît comme une catégorie trompeuse n'aidant pas à comprendre les changements du système capitaliste auxquels les travailleurs sont aujourd'hui confrontés. Dans cet entretien, nous discutons avec lui des mutations du mouvement ouvrier, et nous nous demandons s'il existe réellement un précaire.

### **De la classe ouvrière industrielle à la classe des précaires ?**

Andrew Sernatinger (AS) : Commençons par une remise en contexte. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi les socialistes, les communistes, les anarchistes et d'autres courants radicaux se sont traditionnellement intéressés aux syndicats ?

Charles Post (CP) : Je voudrais revenir sur plusieurs points. Historiquement, la gauche socialiste/communiste s'est d'abord intéressée au lieu de travail et à la classe ouvrière industrielle (les ouvriers dans les usines, les transports, etc.). Cet intérêt est guidé par l'analyse suivante : ce sont ces travailleurs qui ont le plus de pouvoir social. S'ils cessent de travailler, cela perturbe beaucoup plus le fonctionnement de la société capitaliste que si les travailleurs des magasins ou des sites plus petits s'arrêtent.

Du fait de leur position dans le système de production, les travailleurs industriels peuvent également développer un intérêt collectif à une société démocratique collectiviste et socialiste. C'est la raison fondamentale pour laquelle les socialistes marxistes en tout genre, les anarcho-syndicalistes et d'autres se sont concentrés sur les usines. La création de syndicats sur le lieu de travail devient donc l'enjeu principal.

### **S'implanter dans la classe ouvrière industrielle: un enjeu stratégique pour les militants radicaux**

AS : Tu fais donc la distinction entre le « prolétariat » et la classe ouvrière en général ?

CP : Hal Draper <sup>1</sup> a utilisé cette distinction. De manière générale, je préfère la distinction entre les

---

<sup>1</sup> Militant socialiste américain, Hal Draper a été l'un des fondateurs du Parti des travailleurs socialistes (Socialist Workers Party) à la fin des années 1930 et l'un des leaders des luttes politiques sur les campus américains dans les années 1960. Il est également l'auteur de nombreux livres sur la dimension libertaire de l'œuvre de Marx et Engels.

travailleurs industriels, ceux qui sont dans les usines, les transports, le bâtiment, les télécommunications et les travailleurs qui exercent dans d'autres secteurs de la vie sociale. Historiquement, les marxistes et les anarcho-syndicalistes ont toujours fait des travailleurs industriels une priorité stratégique, même s'ils se sont aussi intéressés aux enseignants, aux travailleurs sociaux, aux salariés des hôpitaux, etc.

Par ailleurs, l'absence d'un syndicat empêche ceux qui travaillent dans des grosses usines et qui pourraient exercer un pouvoir social de réellement défendre leurs intérêts de classe ou de développer une conscience de classe. Dans le système capitaliste, les travailleurs ont une double existence : d'une part, en tant que producteurs collectifs qui luttent contre le capital pour le contrôle du lieu de travail, une diminution du temps de travail et des augmentations salariales ; et d'autre part, les travailleurs sont en compétition entre eux. Ils vendent leur force de travail ce qui donne naissance à ce que les marxistes du XXe siècle appelaient « les intérêts sectoriels » : les clivages de race, de citoyenneté, de nationalité, de genre, de sexualité, etc. La question de la syndicalisation des travailleurs, qui passe avant tout par la formation de syndicats actifs et démocratiques, est donc elle aussi une question historique importante.

Enfin, le troisième élément fait son entrée dans le débat vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe. La question qui se pose pour les militants radicaux et les révolutionnaires qui s'intéressent à la formation de syndicats et au développement de la conscience de classe est la suivante : « comment se positionne-t-on par rapport aux syndicats existants ? » Car depuis le début du XXe siècle, le mouvement ouvrier est dominé par des bureaucraties très centralisées qui cherchent plus à passer des accords avec les patrons, souvent aux dépens de leurs propres membres, qu'à réellement lutter contre les patrons.

Avant la Première guerre mondiale, la gauche révolutionnaire investissait toutes les possibilités. Certains disaient qu'il fallait construire des syndicats révolutionnaires rouges : c'est ce qu'ont fait les anarcho-syndicalistes américains en créant International Workers of the World. Pour d'autres, il fallait partir des syndicats existants et créer des oppositions internes aux directions bureaucratiques. D'autres encore pensaient qu'il était possible de convaincre les bureaucrates, les permanents syndicaux officiels, de tenir une ligne plus progressiste.

Depuis les années 1920, la gauche révolutionnaire a surtout suivi la seconde ligne : l'opposition au sein des syndicats existants. Pourquoi ? Parce qu'en réalité, quand des travailleurs non syndiqués commencent à s'organiser et à lutter contre leurs patrons, ils vont commencer par regarder du côté des grandes organisations syndicales déjà existantes pour se syndiquer et mener la lutte. C'est pourquoi les révolutionnaires et les militants radicaux doivent nouer des liens avec ces syndicats, sinon ils se retrouveront isolés du mouvement lorsque les travailleurs entreront en lutte.

### **Privilégier les syndicats minoritaires ou majoritaires ?**

Tessa Echevarria (TE) : À ce propos, pourriez-vous revenir sur les tactiques utilisées par les militants révolutionnaires dans les syndicats pour radicaliser les salariés ou introduire des mots d'ordre socialistes ? Comment voyez-vous ce phénomène évoluer en regard des transformations qu'a connues le monde du travail ces dernières années ? La relation au travail et les caractéristiques du salariat ont beaucoup changé depuis les années 1920.

CP : Vous avez raison. Pourtant, il y a une légère ressemblance entre l'époque actuelle et les années 1920 : au début du XXe siècle aussi, seule une petite partie du mouvement ouvrier – surtout la main-d'œuvre qualifiée – était syndiquée, et les bureaucraties syndicales passaient des accords à tout va avec le patronat. Dans les années 1930, la majorité des révolutionnaires avaient adopté la stratégie d'opposition interne, affirmant que là où ces syndicats étaient implantés, il fallait s'entendre

avec eux, y adhérer, soutenir le syndicalisme industriel, etc. Dans les endroits où il n'y avait aucun syndicat, le mieux était d'essayer de créer des syndicats non-majoritaires, c'est-à-dire des groupes de travailleurs qui lancent des actions sur des revendications immédiates – tout en reconnaissant que les militants et les membres de ces syndicats représenteraient essentiellement la frange radicale des travailleurs du site.

A la fin des années 1930 et au début des années 1940, le Parti Communiste a commencé à dire que même si les syndicats manquaient de moyens et fonctionnaient de manière très centralisée, il fallait non seulement s'entendre avec eux, mais également trouver en leur sein des dirigeants progressistes pour s'allier avec eux. Depuis, les positions des socialistes américains par rapport au mouvement ouvrier s'inscrivent dans ce cadre. C'est pour ça que l'élection de John Sweeney au poste de président l'AFL-CIO<sup>2</sup> au début des années 1990 a été très largement saluée par certains socialistes, qui pensaient que sa rhétorique sur la syndicalisation de nouveaux groupes de travailleurs et d'immigrés allait redonner un second souffle au mouvement ouvrier. Plus tard, de nombreux radicaux se sont intéressés au modèle proposé par le Service Employees International Union [SEIU] dirigé par Andy Stern, parce qu'il parlait d'organiser de nouveaux groupes de travailleurs. Aujourd'hui, on assiste au même phénomène : des militants essaient de s'entendre avec les permanents progressistes des antennes locales par le biais des « bourses du travail municipales » (*citywide central labor councils*).

La plupart des dirigeants syndicaux avec qui les militants radicaux veulent s'allier s'opposent à la guerre en Irak ou se battent sur la Sécurité sociale (*healthcare*) ; malheureusement, au travail, ils reproduisent le même genre de politiques de coopération avec les employeurs que celles des syndicats plus conservateurs. Dans les trente ou quarante dernières années, seul un courant relativement faible de la gauche américaine a cherché à reconstruire un militantisme de base. Cela se traduit, par exemple, par la création de groupes de réforme (*reform causers*), comme Teamsters for a Democratic Union, qui est une vraie réussite<sup>3</sup>. Là où il n'y a pas de syndicats, c'est-à-dire dans la très grande majorité des entreprises américaines, ça peut passer par la création de petits groupes syndicaux non-majoritaires qui agissent comme un syndicat mais ne participent pas au processus électoral de la National Labor Relations Board<sup>4</sup>.

### **La précarité dans le monde ouvrier : une fausse nouveauté**

AS : Actuellement, le pourcentage du salariat syndiqué est plus faible qu'il ne l'était juste avant que le droit à la négociation collective ne soit gagné grâce au National Labor Relations Act [en 1935]. Je pense que pour beaucoup de jeunes révolutionnaires les travailleurs occupent une place importante dans le projet socialiste, ou en tout cas dans la construction de mouvements de lutte aux États-Unis, mais comme la structure de l'économie a profondément changé, ce n'est plus pertinent de se concentrer sur la seule stratégie industrielle. Pour décrire ces évolutions, ces militants utilisent le terme de « précarité » : pourriez-vous nous présenter ce concept et nous expliquer pourquoi certaines personnes le trouvent attirant ?

CP : L'idée selon laquelle on assisterait à l'émergence d'une nouvelle classe sociale ou d'une nouvelle couche de la classe ouvrière remonte au début de l'offensive néolibérale, à la fin des

---

2 Créée en 1955, l'American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations est la première centrale syndicale aux États-Unis.

3 Né en 1979 de la fusion de plusieurs syndicats, Teamsters for a Democratic Union est un syndicat de conducteurs routiers qui a pour but de réformer le principal syndicat de routiers, International Brotherhood of Teamsters, jugé trop timoré.

4 « Aux États-Unis, ce sont les salariés d'un site d'établissement qui doivent appuyer, à la majorité, un syndicat unique pour que celui-ci soit reconnu, dans la plupart des cas à la suite d'une élection sous l'égide de la National Labor Relations Board (NLRB) » in E. Julliard, « Les syndicats américains face aux stratégies managériales », *Agone*, n°50, p. 90.

années 1970-début des années 1980. Selon ce point de vue, il existerait une catégorie de salariés dont les conditions de vie sont marquées par des contrats courts, du travail temporaire, à temps partiel, généralement dans des entreprises plus petites, avec des salaires bas et sans couverture sociale ni avantages sociaux.

À la fin des années 1980, un certain nombre de sociologues français parlaient de travail « précaire ». Dans le monde anglophone, l'ouvrage qui a tenté de systématiser cette idée, c'est *The Precariat*, de Guy Standing. Il y affirme que le précaire forme une classe sociale à part entière, distincte de la classe ouvrière. Selon cette lecture, la classe ouvrière, c'est la classe ouvrière syndiquée du monde industrialisé des années 1950 et 1960 : les personnes qui avaient un emploi à temps plein, stable, qui restaient dans la même boîte pendant 20 ou 30 ans, qu'on ne pouvait pas embaucher ou licencier en claquant des doigts, etc.

Selon Guy Standing, le précaire recouvre un nombre croissant de travailleurs, en particulier parmi les jeunes et les minorités ethniques, embauchés dans des entreprises où les syndicats sont absents, qui sont employés à temps partiel, et surtout – c'est pour lui le plus important – qui exercent un travail précaire et de courte durée : ce sont des travailleurs qui changent constamment de boulot. L'argument de Standing est donc que cette couche sociale, le précaire, possède un potentiel plus radical que la classe ouvrière.

Ce qui me gêne dans cette approche, c'est que je ne suis pas certain que cette description du précaire comme un secteur d'emploi distinct de la classe ouvrière, voire même comme une classe à part entière, corresponde à une réalité empirique. Il y a un très bon livre de Kevin Doogan, *New Capitalism ?*, qui traite du problème de la précarité. D'un côté, il y a une augmentation réelle du travail à temps partiel, dans le secteur de la santé ou de la grande distribution. Mais ce que souligne Doogan, c'est que même si ces employeurs recourent davantage à du travail partiel afin de ne pas payer de cotisations sociales, ces boulots sont très stables. Les gens ne travaillent pas juste pour un mois ou deux, ils travaillent 10 ou 15 ans pour le même employeur mais n'obtiennent jamais un contrat à temps plein.

Doogan affirme que si le terme de précaire a un tel succès, ce n'est pas à cause de ce nombre croissant de salariés qui sont en situation de travail précaire, ni parce qu'il existe un groupe distinct avec des intérêts spécifiques. Ce sont les défaites de ces trente dernières années, la montée du néolibéralisme et le démantèlement de l'Etat social qui ont aggravé les conséquences du chômage pour les travailleurs d'aujourd'hui, qui sont dans une situation bien pire que celle de l'après-guerre.

Quand j'avais 20 ans et que j'ai commencé à me radicaliser, dans les années 1970, je connaissais beaucoup d'amis qui trouvaient du boulot à la Poste ou aux chantiers navals de Brooklyn. Ils savaient que s'ils étaient licenciés ou virés pour des activités politiques, ils pouvaient toucher le chômage, obtenir des bons alimentaires ou l'assurance maladie. Ils pouvaient retrouver un autre boulot rapidement. Depuis la victoire de l'offensive néolibérale, il est de plus en plus difficile de trouver des boulots à plein temps qui permettent de cotiser pour accéder à la sécurité sociale. De manière générale, les avantages sociaux ont diminué voire même disparu.

Aujourd'hui, les conséquences d'un licenciement sont bien plus graves qu'il y a quelques dizaines d'années. C'est ce qui a contribué à renforcer le sentiment de précarité chez tous les travailleurs. Cela va des travailleurs soi-disant « privilégiés », à plein temps, jusqu'à ceux qui sont à temps partiel chez Wal-Mart sans perspective d'obtenir un contrat à temps plein. Ce processus a contribué, en parallèle avec une série de défaites sociales et le déclin de la syndicalisation, à renforcer l'impression que le pouvoir social qu'avaient jadis les travailleurs a disparu. Cela s'accompagne d'une tendance assez répandue à gauche qui consiste à croire que la réduction des effectifs de la classe ouvrière industrielle est quelque chose d'inédit, que l'on serait là face à un changement sans

précédent dans l'histoire du capitalisme.

En réalité, le pourcentage de travailleurs employés dans l'industrie est en déclin depuis les années 1850 et 1860 ! C'est le résultat non pas de la mobilité géographique du capital, qui partirait vers la périphérie, mais de la mécanisation. La mécanisation gagne de plus en plus de secteurs, les cadences de production s'accroissent, c'est ce qu'on appelle la « production allégée », comme chez Toyota. Il s'agit d'un mode de management hyper scientifique où les tâches sont divisées en plusieurs opérations très simples et très répétitives, où l'on supprime et fusionne des postes, et où on oblige les gens à travailler plus dur et plus vite. On est actuellement dans une situation où le nombre de voitures produites aux États-Unis n'a jamais été aussi important, mais elles sont produites par un nombre très restreint de travailleurs, et où le taux de syndicalisation est très faible en raison de la répression patronale.

L'idée de précarité va donc de pair avec celle de désindustrialisation. Malheureusement, c'est aussi l'argument qu'utilisent les responsables syndicaux ! Ce qu'ils disent, c'est que le mouvement syndical est dans un état calamiteux parce que les employeurs ont rompu le contrat social de l'après-guerre : « ils ne nous embauchent plus à plein temps, ils ne paient plus les cotisations sociales et ils délocalisent en Chine. » Au lieu de tenir ce genre de discours, ils devraient se confronter à l'impasse dans laquelle se trouve le syndicalisme bureaucratique, qui consiste à s'appuyer sur la NLRB pour maintenir l'implantation syndicale.

## **Repenser les stratégies d'implantations syndicales**

TE : D'après vous, comment les militants pourraient-ils utiliser les éléments que vous évoquez pour guider leurs actions ? Comment syndicaliser certains de ces travailleurs qui sont à temps partiel ou dans les services, à partir desquels l'idée de précarité a émergé ?

CP : La façon la plus pratique d'utiliser ce concept, c'est de faire ce qu'a fait Richard Seymour, qui s'occupe du blog *Lenin's Tomb*, et de dire « Nous sommes tous des précaires ». La désyndicalisation et l'offensive néolibérale signifient que l'ensemble des travailleurs font face à toutes sortes de conditions précaires. C'est seulement grâce au travail syndical que nous pouvons dépasser cela, en reconnaissant que beaucoup des luttes des travailleurs précaires concernent la titularisation, des horaires à temps plein, la sécurité de l'emploi et les avantages sociaux.

Cela signifie que ceux d'entre nous qui sont radicaux doivent apporter une perspective stratégique. Il y a eu de nombreux débats sur la manière d'implanter des syndicats à Wal-Mart, la plus grosse entreprise de grande distribution aux États-Unis. La plupart des syndicats qui ont essayé y sont allés magasin par magasin. Honnêtement, j'ai l'impression que c'est effectivement important, et qu'on ne devrait pas abandonner cela, mais que ce n'est pas central d'un point de vue stratégique parce que dans ces magasins, aucun groupe de travailleurs, même ceux qui sont régulièrement embauchés, n'a le pouvoir social d'interrompre les opérations et de forcer Wal-Mart à faire des concessions.

## **Des lieux stratégiques de syndicalisation : les centres de distribution**

Ce que je trouve intéressant, c'est que dans son travail militant, un syndicat comme United Electrical Workers, l'un des syndicats qui a fait le plus gros travail d'organisation non-majoritaire, s'est concentré non pas sur les magasins mais sur les centres de distribution : c'est par là que tout passe pour faire fonctionner le système en flux tendu. Ceux qui cherchent des moyens d'implanter des syndicats dans la grande distribution, qui est l'industrie dans laquelle travaillent la plupart des salariés aujourd'hui, nous poussent à repenser l'activité syndicale dans les industries traditionnelles, l'automobile, le caoutchouc, les transports et autres. Nous devons agir stratégiquement, et si les

jeunes révolutionnaires s'interrogent sur la manière de syndiquer les travailleurs de Wal-Mart, il faut qu'ils se posent la question suivante : qu'est-ce qui est le plus stratégique, trouver un boulot dans un magasin ou dans un centre de distribution ? Dans un centre de distribution, un petit groupe de militants radicaux peut avoir un impact réel sur l'activité, mettre l'entreprise à genoux pendant un certain temps et exercer un pouvoir social plus important.

D'un côté, la déqualification, la fragmentation, l'accélération des cadences et une plus grande précarité ont affaibli les travailleurs dans leur ensemble. Mais d'autres aspects, en particulier dans la « production allégée » et les inventaires en flux tendu, ont donné plus de pouvoir aux groupes de travailleurs situés aux endroits stratégiques. Si les gens veulent vraiment imposer des syndicats chez Wal-Mart, ils devraient suivre l'exemple de United Electrical Workers et se concentrer sur les points de distribution, parce que si on débraye à dans ces lieux stratégiques, on bloque des dizaines de magasins, pas juste un seul. Pensez aux fournisseurs des pièces dans l'automobile. Regardez la configuration des réseaux dans les transports.

AS : Donc, vous dites que dans un système capitaliste, l'état naturel du salariat est d'être dans la semi-précarité ? La précarité n'est ni une catégorie distincte, ni une phase. C'est le travail d'organisation des travailleurs ordinaires qui combat la précarité et rend la vie des gens plus stable.

CP : Exactement. Si on regarde la condition des travailleurs avant la Première guerre mondiale, dans les années 1890 par exemple, la grande majorité d'entre eux vivaient dans des conditions extrêmement précaires. J'ai fait des recherches sur les travailleurs qualifiés de l'Angleterre victorienne, la soi-disant « aristocratie ouvrière ». La plupart d'entre eux travaillaient la moitié de l'année, connaissaient de longues périodes de chômage, et s'ils n'avaient pas d'emploi ils pouvaient perdre leur logement ou leur assurance maladie. En réalité, il y avait seulement quelques fractions de la classe ouvrière où ce qu'on appelle du temps plein existait.

Alors que beaucoup de personnes aujourd'hui voient l'après-guerre comme la « norme », il s'agit en fait d'une exception historique. La période qui va des années 1940 jusqu'au début des années 1970 était une période exceptionnelle pour la classe ouvrière des pays industrialisés. Cette situation s'explique notamment parce que les travailleurs de l'industrie représentent alors une menace majeure et qu'ils ont forcé les capitalistes à faire des concessions. Une fois que cette menace disparaît, une fois que les impératifs de compétitivité et de viabilité du capital vont dans d'autres directions et ne rencontrent aucune résistance, on revient à la situation des années 1880 et 1890.

### **Faire pression sur les pouvoirs publics : nécessaire mais non suffisant**

TE : Pouvez-vous nous parler de la pratique de certains syndicats qui consiste à faire pression sur les municipalités ou des institutions publiques afin d'obtenir des réformes ? L'idée derrière ça, c'est que si le lieu de travail est trop petit ou que les travailleurs n'ont pas assez de pouvoir, ils passent par le gouvernement. Est-ce que tu pourrais revenir sur cette distinction entre faire pression sur le capital et faire pression sur les institutions publiques ?

CP : Je voudrais d'abord dire qu'à mon avis, faire pression sur les autorités locales pour améliorer les conditions de travail fait partie des armes des syndicats. C'est une manière, pour les travailleurs qui s'organisent, de toucher d'autres personnes dans leurs communautés.

Cependant, le problème des syndicats américains, c'est que les dirigeants syndicaux, en particulier ceux d'United Food and Commercial Workers<sup>5</sup>, ont fait de ce type de combat un substitut à l'activité militante sur le lieu de travail. Cela va de pair avec l'idée que nous sommes trop faiblement

---

5 United Food and Commercial Workers est le troisième syndicat américain en termes d'effectifs, soit plus de 1,2 millions d'adhérents, dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, la grande distribution et la santé.

implantés, qu'il faut donc en appeler au gouvernement pour prendre des mesures de régulation. Cette perspective fait partie intégrante de la vision du monde des responsables des syndicats officiels. Leur discours, c'est : « Nous n'avons pas besoin de faire grève ou d'occuper les usines. Nous pouvons nous appuyer sur la NLRB ». Dans les faits, à moins que les travailleurs n'exercent un réel pouvoir social, les hommes politiques n'ont aucune raison de taper sur les personnes qui, en ce qui les concerne, financent leurs campagnes ou fournissent des emplois dans leurs circonscriptions. À moins que les travailleurs n'exercent ce pouvoir social sur leur lieu de travail, leur capacité à gagner ces campagnes locales pour demander une intervention de l'État est très limitée. Si on regarde les nombreuses campagnes syndicales pour le minimum vital, on s'aperçoit que là où les campagnes ne se sont pas accompagnées d'actions concertées sur les lieux de travail, soit elles ont échoué, soit la portée des lois a été fortement limitée (ou elles n'ont pas été appliquées).

AS : Pour une partie de l'extrême-gauche, c'est la coopération avec l'État qui pose problème. D'après ces militants, la loi Taft-Hartley<sup>6</sup> et la NLRB empêchent toute réussite véritable. Leur modèle, au contraire, c'est plutôt l'IWW et les actions volontairement illégales. Pourriez-vous clarifier votre position, qui se situe quelque part entre les deux ? C'est très compréhensible d'avoir des gens qui disent : « Les dés sont pipés. On les emmerde tous ! ».

CP : Dans l'ensemble, c'est une réaction saine. Mais elle ne remplace pas une véritable stratégie. Le problème de ce type de position, c'est que l'on retombe sur l'idée que chaque lieu de travail détient en lui-même suffisamment de pouvoir pour lutter contre le capital. La question de la coordination des actions entre plusieurs sites reste donc ouverte. Dans les années 1980, certains Wobblies (militants de IWW) ont attiré l'attention sur des dockers espagnols qui appartenaient à une organisation syndicale locale très puissante mais qui à cause de leurs orientations anarcho-syndicalistes ne s'engageaient pas dans des négociations au niveau national. Durant cette période, les employeurs sont devenus plus agressifs et montaient les groupes de travailleurs les uns contre les autres. Ils menaçaient d'aller chercher de la main-d'œuvre dans d'autres ports, et ils sont parvenus à faire accepter des salaires plus bas et des règles de travail vidées de leur substance. Toute la question est de savoir comment gérer le lien entre un syndicat très puissant au niveau local et une coordination vraiment démocratique, qui parte de la base. Comment utiliser les droits gagnés, au niveau légal, par les travailleurs au cours de l'histoire pour aller de l'avant ?

Tous ceux qui s'intéressent au futur du mouvement ouvrier devraient lire un très bon livre de Joe Burns, *Reviving the Strike*. Il propose une analyse nuancée de la NLRB et de l'illusion de son efficacité pendant le boom économique des années 1950 et 1960. Mais depuis la fin de cette période de croissance, les employeurs sont de plus en plus agressifs, et il devient de plus en plus difficile pour les travailleurs syndiqués de contre-attaquer. Burns ne dit pas qu'il faut faire une croix sur la NLRB, mais il affirme que les syndicats doivent être prêts à enfreindre la loi de manière plus systématique : rallonger les grèves, les étendre, faire des actions illégales, dépasser les limites de la jurisprudence, etc.

Dans ce livre, il parle des travailleurs qui ont participé à des actions non-majoritaires : ils ont créé des groupes qui agissent comme un syndicat, qui militent à partir de revendications, qui collaborent avec d'autres groupes de travailleurs dans des industries similaires. Mais comment faire pour que l'employeur vous reconnaisse officiellement ? Il faut savoir gérer la conservation d'un réel pouvoir et de la pression d'en bas, tout en se positionnant par rapport aux élections à la NLRB. La gauche qui s'intéresse aux travailleurs devrait revenir à ce genre de choses, parce qu'elle s'est divisée entre

---

6 Votée en 1947 par les républicains, la loi Taft-Hartley régit les relations entre patronat et organisations syndicales. Elle oblige notamment les permanents syndicaux à signer un « serment de loyauté » anticommuniste, interdit les grèves de solidarité et autorise les États qui le souhaitent à garantir le « droit au travail » des salariés.

ceux qui disent « On va juste mettre au point une stratégie pour gagner les élections » et ceux qui disent « On s'en fout, on va juste militer individuellement ».

**« Faire l'expérience du travail syndical sur son lieu de travail »**

AS : Quelle réponse faites-vous à ceux qui continuent de trouver la notion de précarité intéressante ? Vous nous avez présenté quelques arguments très convaincants sur un concept qui dissimule plus de choses qu'il n'en révèle, et sur le fait que la classe ouvrière dans son ensemble fait face à une plus grande insécurité qui mène à un sentiment général de mal-être et de précarité. Mais pour ceux qui ne veulent pas, ou ne peuvent pas quitter leur boulot dans les services ou la grande distribution, comment devraient-ils s'y prendre à votre avis ?

CP : De manière générale, on en revient à l'idée que nous sommes tous des précaires aujourd'hui. Mais je pense qu'il faut faire l'expérience du travail syndical sur son lieu de travail. Personne ne devrait dire « Je vous l'avais dit » en parlant des limites au travail militant. Au contraire, il faut persévérer, se poser des questions comme « Quel pouvoir avons-nous sur ce lieu de travail ? Est-ce qu'on peut en tirer profit, connaissant notre potentiel et nos limites ? » Cela fait partie des débats actuels sur le syndicalisme à Wal-Mart, dans les grandes surfaces et les hôpitaux sans syndicats ou encore parmi les aides à domicile, etc. Il faut faire cette expérience et poursuivre le débat sur la stratégie et les moyens dont on dispose pour monter des organisations syndicales. Si des groupes de salariés cherchent à s'organiser sur leur lieu de travail, je serai le dernier à dire qu'ils perdent leur temps. C'est ce genre de conservatisme qui a rendu l'extrême-gauche impopulaire, et c'est mérité.

La version originale de cet entretien, diffusée sur Black Sheep Radio, a été publiée sur [Europe solidaire sans frontières](#).